

# QUELS LENDEMAINS POLITIQUES POUR LE CHILI ET L'AMÉRIQUE LATINE, DÉSTABILISÉS PAR LES TURBULENCES ÉCONOMIQUES ?

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION RESTREINTE  
ORGANISÉE LE 5 MARS 2015 À PARIS, PAR L'IRIS.

autour de  
M. Carlos OMINAMI,  
président de la Fondation Chile XXI et ancien ministre de l'Économie

animée par  
M. Jean-Jacques KOURLIANDSKY,  
chercheur à l'IRIS sur les questions ibériques



## *Compte-rendu*

# « QUELS LENDEMAINS POLITIQUES POUR LE CHILI ET L'AMÉRIQUE LATINE, DÉSTABILISÉS PAR LES TURBULENCES ÉCONOMIQUES ? »

**Carlos Ominami a articulé son intervention sur le changement de cycle que traverse depuis trois ans environ l'Amérique latine et qui touche donc également le Chili. Il a répondu aux nombreuses questions de l'auditoire. Intervention initiale et réponses aux questions ont été synthétisées dans le compte-rendu ci-dessous.**

L'Amérique latine, selon l'intervenant, a pendant une dizaine d'années connu une période particulièrement favorable pour trois raisons principales :

Tous les pays ont définitivement tourné la page des dictatures et des régimes autoritaires. Ils ont donc tous adopté et pratiqué la démocratie comme mode de régulation des contradictions politiques et sociales. Et cela au risque d'une alternance assumée. D'une élection à l'autre, le Chili a connu, après le rétablissement de sa démocratie, des majorités et des présidents différents, représentants de la Concertation (PS-PPD-radicaux-démocratie chrétienne), alliance des droites et aujourd'hui Nouvelle majorité (Concertation + parti communiste). Dans la plupart des pays, les gouvernements élus ont à peu près en même temps porté des idées et des programmes progressistes. Qu'il s'agisse de la Bolivie, du Brésil, de l'Equateur, de l'Uruguay ou du Venezuela.

Tous les pays ont pu, du fait de la fin de l'affrontement Est-Ouest et de la distance prise par les Etats-Unis, s'isoler des nouveaux conflits internationaux centrés sur l'Asie, le Proche et le Moyen-Orient. L'Amérique latine est une sorte d'isolat préservé de toute extension de ces conflits. Les résonnances actuelles de l'attentat commis contre une société mutuelle de la communauté juive argentine en 1994 constituent une exception à ce constat qui garde une portée régionale.

Tous les pays ont connu une phase de forte croissance ; croissance qui a même réussi à passer sans trop de dommages la crise financière internationale de 2008. Pour la première fois de son histoire, l'Amérique latine toute entière (dans la mesure où la quasi-totalité de ses composantes ont été concernées) a paru s'installer dans une conjoncture positive durable. Les gouvernements ont tiré profit de cette période qui a nourri les caisses des Etats pour réduire la grande pauvreté grâce à des

programmes sociaux inédits et pour procéder à un désendettement historique. C'est le dynamisme de la demande chinoise qui a été la cause principale de cette situation. Au cours de cette période, la Chine est devenue un partenaire incontournable voire stratégique de beaucoup de pays latino-américains, du Brésil à l'Uruguay en passant par le Chili, Cuba, le Pérou et le Venezuela.

### **Depuis trois-quatre ans, l'Amérique latine est entrée dans un autre cycle, plus instable et plus gris.**

La conjoncture économique a changé. Sans s'être totalement retournée, elle est nettement en recul. En 2014, la croissance moyenne, telle que la CEPAL (Commission des Nations unies pour l'Amérique latine) l'a mesurée, a été de 1,4%. Il s'agit là d'une moyenne. L'Argentine a été en récession (avec -0,2%) ainsi que le Venezuela (-3%). L'inflation a fait sa réapparition. La Chine étant en repli, la demande chinoise en produits primaires latino-américains a baissé, ce qui a été immédiatement ressenti au Chili (baisse des exportations de cuivre), en Argentine, en Uruguay (baisse des exportations de soja), au Brésil (baisse des exportations de fer), au Mexique et au Venezuela (baisse des exportations pétrolières). Plus préoccupant, cette chute de la demande a entraîné celle des cours des matières premières (-7,5% pour le cuivre) et du pétrole (le baril est passé de 100 à 50 dollars). Les Etats souffrent de cette situation pour deux raisons. D'une part car les budgets sont affectés, à l'image de ceux du Mexique et du Venezuela par exemple, très dépendants du pétrole. D'autre part car le relai ne peut pas être pris par l'exportation de produits à forte valeur ajoutée, qui dans la période d'euphorie fondée sur la vente à la Chine de produits primaires, ont été pénalisés. Leur part dans le commerce extérieur chilien serait ainsi passée de 60% à 35-40%.

Cette situation a des conséquences sur le climat intérieur. On constate un regain d'agitation sociale chronique. Les mobilisations étudiantes ont été très fortes au Chili et en Colombie. Au Brésil, ce sont les catégories moyennes de la population qui ont spontanément et massivement pris la rue en juin 2013. Par ailleurs, l'État de droit a été pris en défaut de façon de plus en plus fréquente au cours de ce nouveau cycle. La « disparition » au Mexique de quarante-trois étudiants normaliens à la fin du mois de septembre dans l'État de Guerrero a déstabilisé les efforts de rénovation politique du président Enrique Peña Nieto, ainsi que l'ensemble de la représentation politique. La mort inexplicable à ce jour d'un procureur argentin, en charge d'un dossier sensible, celui des auteurs de l'attentat de 1994 contre un établissement social de la communauté juive, a bousculé les équilibres politiques et le pouvoir judiciaire à quelques mois des élections présidentielles. Le Venezuela, déjà en difficultés démocratiques avec une majorité et son opposition se considérant mutuellement illégitimes, est entré dans une phase conflictuelle de nature à porter atteinte au fonctionnement de la démocratie.

Tout cela enfin sur un fond de violences parmi les plus élevées au monde. L'Amérique latine tire certes profit de son éloignement des causes et des centres de conflits internationaux. Pour autant, les morts par homicide ne lui sont pas épargnées. C'est en Amérique latine que la statistique signale les taux de criminalité les plus élevés au monde. Cette réalité doit être corrélée avec une autre particularité. Le taux des inégalités sociales est également le plus élevé du monde. Pendant le cycle précédent la grande pauvreté a été réduite. Mais les inégalités sont grosso modo restées ce qu'elles étaient. Or les gouvernements, pressés par une conjoncture contraire, n'ont plus l'aisance budgétaire qui leur aurait permis d'affronter cette réalité.

### Un constat en conclusion

Quelques pays arrivent néanmoins à surmonter cette grisaille générale. Ce sont de petits pays, comme la Bolivie, l'Équateur, l'Uruguay ; mais aussi la Colombie qui, portée par les espoirs d'un accord de paix intérieure entre le gouvernement et les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), est devenue la troisième économie d'Amérique latine, devant l'Argentine. En revanche les « grands » d'Amérique latine, les membres du G-20 (Argentine, Brésil, Mexique), ne sont pas en mesure d'assumer aucun rôle d'entraînement économique ou diplomatique. Ces trois pays traversent en effet une conjoncture économique difficile, couplée de gros remous politiques intérieurs. En dépit du repli économique chinois et des conséquences qu'il a entraîné, c'est de ce côté-là que les latino-américains cherchent une voie leur permettant de surmonter la crise actuelle. L'Europe, tout en gardant une sympathie culturelle, apparaît de plus en plus lointaine, accaparée par des questions tenant à un environnement géopolitique (Ukraine-Russie/Méditerranée et Sahel) très éloigné de celui des latino-américains. ■



© IRIS

TOUS DROITS RESERVÉS

Ce compte-rendu n'est pas une reprise in extenso des propos.  
Seuls comptent les propos effectivement tenus par les différents intervenants.

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES  
*THE FRENCH INSTITUTE FOR INTERNATIONAL AND STRATEGIC AFFAIRS*

2 bis rue Mercœur  
75011 PARIS / France  
T. + 33 (0) 1 53 27 60 60  
F. + 33 (0) 1 53 27 60 70  
[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)  
[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)